

	Compte Rendu	Réf : CR 24-010
UNSA Développement Durable		17/10/2024
Représentants en CSA M	CSA Ministériel Budgétaire	MERLIN RIET SCIPION

RÉSUMÉ

PLF 2025 construit dans un double cadre très contraignant :

- dissolution avant l'été et mise en place d'un nouveau Gouvernement uniquement depuis le 21 septembre, ce qui a conduit à mener l'exercice PLF en un temps restreint (les discussions auraient dû commencer en juillet, elles ont commencé dès l'installation du gouvernement mais le projet devait être élaboré pour la date du 9 octobre).
- situation économique de la France compliquée, avec une dette qui explose et des engagements importants de réduction du déficit public entraînant de fortes coupes dans les budgets.



Les conséquences :

- quasi maintien des effectifs du pôle ministériel (-41 ETP pour l'ensemble du pôle) pour 2025
- une enveloppe catégorielle réduite à peu de chagrin (3 millions d'euros réellement dévolus au catégoriel, 14 millions d'euros dévolus à la mise en œuvre de la PSC), ce qui conduit au report de certains engagements tels que les plans de requalification de C en B et de B en A, un report d'un an de la fin de l'exercice de convergence indemnitaire de la catégorie A, une absence d'enveloppe RIFSEEP pour 2025 (en dehors des chantiers entamés en 2024)
- une confirmation (bien que cela ne soit pas un budget impactant les enveloppes budgétaires du pôle ministériel présentées ce jour) d'un nouveau gel d'indice pour 2025
- sur la baisse des moyens de fonctionnement des CMVRH, l'administration indique que cela sera sans impact tant sur les formations organisées par les CVRH que sur les rémunérations des formateurs internes occasionnels ou la prise en charge des frais des stagiaires
- sur la marque employeur et le travail relatif à l'attractivité du pôle ministériel, l'administration tire un bilan positif de cette première année (recrutement par concours quasi complet), donc il y a nécessité à poursuivre cela (et donc à fournir des moyens)
- sur la baisse des AE dans les écoles (-9 millions d'euros), cela couvre des engagements pluriannuels et peut donc varier d'une année sur l'autre. Pour autant les CP sont reconduits aussi il n'y aura pas d'impact sur les moyens de fonctionnement des écoles
- sur la PSC et la question des retraités, M. CLEMENT rappelle que les agents partant en retraite avant la date anniversaire de leur contrat actuel peuvent bénéficier de la dispense d'adhésion à la PSC, par contre pas de dérogation pour les agents ne pouvant faire valoir cette dispense
- sur la cotisation des enfants, la loi ayant été modifiée après la signature du contrat avec ALAN, l'administration ne peut exiger d'effet rétroactif. Toutefois des discussions vont avoir lieu sur le sujet

Redéfinitions des périmètres ministériels : question fréquente

Mais cela ne change rien sur l'organisation administrative reste inchangée depuis de nombreuses années et ne devrait pas changer.

Pole Territoire Écologie Logement

Organisation des cabinets : Mme PARDESSUS sujets sociaux pour territoire et transports. Un seul pôle de conseiller social

Au logement, pas de conseiller social dédié

A l'écologie, conseil social en cours de construction

COMPTE RENDU DÉTAILLÉ

Arrivée de Mme VAUTRIN

Ouverture de la séance par M. LEFORESTIER

Intervention de Mme VAUTRIN, Ministre du Partenariat des Territoires et de la Décentralisation

Budget construit dans un contexte particulier car gouvernement formé le 21 septembre, pôle reconfiguré avec 3 ministères de plein exercice.

Mme VAUTRIN, Ministre du Partenariat avec les Territoires et de la Décentralisation, auquel sont rattachés le ministère des Transports, le Ministère de la Ruralité, du Commerce et de l'Artisanat et le Ministère de la Mer et de la Pêche.

Mme PANNIER-RUNACHET, Ministre de la Transition Écologique, de l'Energie, du Climat et de la Prévention des Risques, auquel est rattaché le Ministère de l'Energie.

Mme LETARD, Ministre du Logement et de la Rénovation Urbaine

PLF préparé dans situation d'urgence importante, discussions auraient dues avoir lieu en juillet → difficultés particulières

Était au Havre devant l'intercommunalité de France et les discussions actuelles entre les parlementaires, les élus et le gouvernement ont lieu en général en juillet.

Déposé le 9/10 sur le bureau de l'assemblée, deux semaines après la nomination du gouvernement

Contraintes budgétaires fortes 3228Milliards € dette et un intérêt de la dette qui est de 55 milliards d'euros, ce qui en fait le 2ème budget après l'éducation nationale

Déficit > 6 %

1^{er} ministre actuellement à Bruxelles où il s'est réengagé à ramener le déficit à 5 % en 2025, marche très haute ce qui implique de limiter notre dépense publique

Schéma emploi pour 2025

Depuis 15 ans les ministères ont pris leur part,

Ensemble des ministères à prendre leur part dans l'effort de la maîtrise des dépenses publiques par un volume extrêmement important de réduction d'emploi il y a 2 ans trajectoire de baisse infléchie puis inversée, création emplois en 2024 pour renforcer moyens des services et opérateurs en charge des politiques prioritaires portées par le ministère (création de 773 nouveaux postes)

2025 : stabilisation des effectifs → services auront les moyens pour agir

PLF 2025 prend en compte la situation liée à la mise en œuvre de la loi 3DS (une partie du sur effectif a été résorbé en 2024 et pour 2025 il a été accordé un maintien de 150 ETP en sureffectif)

Emplois créés en 2024 sont stabilisés notamment à VNF, CEREMA et dans les établissements de l'environnement

35 emplois créés à l'ADEME, 5 Météo France, 132 ETP Aérien (recrutement élèves contrôleurs pour anticiper départ massif en retraite fin 2029 et poursuite des objectifs de modernisation technologique des services de la DGAC)

Masse salariale

Effort de contraction des efforts publics a des effets sur la masse salariale du pôle ministériel

Augmente à 280,5M€ par rapport à la LFI 2024 pour absorber schéma emploi 2024. Augmente aussi pour la mise en œuvre dispositif PSC

Effort budgétaire en faveur de la mise en place de la PSC s'élèvera à 26 millions d'euros pour les 66000 agents du pôle ministériel, services et EP.

Avantage social important, potentiellement un gain de pouvoir d'achat pour les agents qui pourront bénéficier d'un panier de soins de qualité et d'un niveau de remboursement élevé de nature à les sécuriser eux et leurs familles

Nouveau PSC génère de nombreuses inquiétudes sur le niveau de cotisation, sur la résiliation de leur contrat actuel sur la prévention, compte sur les équipes RH pour informer, rassurer et préparer la bascule au nouveau dispositif. Sait le travail effectué par l'administration, l'énergie et la méthode en lien étroit avec l'assureur sélectionné

Prévoyance : analyse des offres en cours, réunion de la CSPPS prochainement et mise en œuvre pour le 1^{er} janvier 2025

Enveloppe catégorielle 2025 s'élève, hors PSC, à 3 millions d'euros. Reconnaît que cela n'est pas à la hauteur de ce que les agents espéraient mais va permettre de financer les engagements pris en 2024, en particulier en faveur des personnels d'exploitation

Plan de requalification dans le corps des TSDD accepté par le Conseil d'État. Textes seront publiés dans les tous prochains jours permettant de concrétiser cet objectif et ce dispositif dès 2024.

Enveloppe catégorielle financera également les engagements pris en 2024 en faveur des officiers de ports et de leurs adjoints, qui feront l'objet au 1^{er} semestre de travaux de concertation

Les OS attendent concrétisation des mesures complémentaires qui ont été concertées en juin dans le renforcement de l'attractivité de ces deux corps. La progression indemnitaire est déjà mise en œuvre

Quid de l'avenir des autres chantiers inscrits dans l'agenda social de C. BECHU et notamment sur la négociation action sociale ministérielle → demande relance des échanges avec objectif de conclusions attendues pour début 2025. En cas d'accord, les crédits nécessaires aux mesures nouvelles prévues dans le projet de protocole d'accord viendront compléter ceux d'ores et déjà prévues pour 2025

Moyens action sociale maintenus malgré le contexte budgétaire contraint

Quant à la négociation d'un nouvel accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, entamées en 2024 puis interrompues, elles vont reprendre dans les prochains jours et souhaite qu'il soit conclu d'ici la fin de l'année 2024 par un accord majoritaire qui permettra de conclure ce travail entamé depuis plusieurs années visant à supprimer les inégalités de carrière et de rémunération au sein de nos ministères.

Pour les autres chantiers, leur mise en œuvre n'est pas compromise mais le calendrier des discussions va devoir être réajusté.

Pour les OPA, augmentations salariales et indemnitaires significatives ont été engagées depuis 2019, qui ont permis un rattrapage nécessaire. Le statut a été toiletté récemment mais le chantier n'est pas clos, les agents attendent une solution qui leur permettra de dérouler une carrière et faire des mobilités. Le projet de fonctionnarisation des OPA était prévu dans le projet de loi fonction publique qui devait être présentée au parlement cet été. Il faut à présent identifier un nouveau vecteur législatif

C'est le cas aussi des plans de requalification catégorie B et A qui ne pourront être mis en œuvre en 2025 mais le souhait est que cela soit possible dès 2026

Moyens de fonctionnement des ministères

75M€ CP pour travaux de modernisation immobilier administration centrale

Ministère « partenariat » → pas un concept marketing mais incarne une méthode de travail nouvelle : écoute, dialogue, suivi, contractualisation

Respect des compétences des collectivités territoriales, voire les augmenter et les renforcer. Nouveau contrat de responsabilité entre les collectivités locales et l'État. Il faudra recourir à l'expérimentation en donnant plus de flexibilité aux préfets, simplifier la vie des élus

Fond vert pérennisé avec 1 milliard d'euros d'engagement pour continuer l'accompagnement des collectivités territoriales dans leur démarche de transition écologique

Transports : 1^{er} ministre a insisté sur les transports longs quotidiens → il faut trouver des alternatives (15000000 de français parcourent plus de 80 kms / jour qui pèse sur budget des ménages et alourdit dette écologique) susceptibles d'être mises en œuvre rapidement

Moyens totaux dédiés au financement des infrastructures et des services de transport portés par le programme 203

DIR dont sujet prévention (accident DIR Est a pris attache du directeur régional)

Prévention sujet indispensable et vigilante sur mise en œuvre du plan de prévention risques routiers renforcé

Intervention de Mme PANNIER RUNACHET, Ministre de la Transition Écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques.

Reprise fil de la planification écologique, bonne trajectoire à maintenir 5,8 % de baisse des émissions de gaz à effet de serre en 2023, 4,8 % sur les 12 derniers mois

Va soumettre dans les prochains jours le 3^{ème} plan national sur les changements climatiques et dans la foulée la stratégie nationale bas carbone et la programmation pluriannuelle de l'énergie. C'est essentiel pour reprendre le fil de la démarche, les textes sont prêts, les concertations en amont ont été réalisées.

Protection de la biodiversité : assurer le déploiement de la stratégie nationale avec objectif de placer 10 % du territoire sous protection forte.

Sur les sujets de l'eau, 3 grandes priorités :

- préparer et organiser la grande conférence nationale sur l'eau,
- lancer le plan de sécurisation des captages,
- mener à bien le plan « Eau Mayotte » qui permettra d'aider Mayotte sur son approvisionnement en eau potable.

Énergie : secondée d'une ministre déléguée qui connaît très bien le sujet. Feuille de route est claire : sobriété énergétique, efficacité énergétique, développement des énergies renouvelables

Économie circulaire : mise en place affichage environnemental sur l'alimentaire et le textile, déploiement tri à la source des biodéchets, bonus-malus plastiques

Plan européen : Poursuite ambition parc vert avec ambition industrielle et la volonté de l'opérationnalité, défendre la nécessité de la neutralité technologique et d'une meilleure défense d'une concurrence loyale (cela vaut pour le nucléaire mais de manière générale sur tous les enjeux industriels)

Au niveau international : agenda très chargé (COP 29, COP 16 de biodiversité, négociation sur la pollution plastique

Augmentation du malus automobile, suppression du taux réduit de la TVA sur l'installation de chaudières à énergie fossile, taxation des énergies fossiles et fiscalité sur les billets d'avion.

Sanctuarisation du chèque énergie, aides à l'électrification des véhicules recentrées à 1 milliard d'euros, maintien des redevances appliquées aux agences de l'eau

Pour les programmes liés à la maîtrise des énergies, reconduction du fond Barnier au même niveau, moyen renforcé pour l'ASNR

Maintien des moyens pour les programmes de recherche et expertises IGN et météorologiques, soutien aux opérateurs CEREMA et IGN et Météo France stabilisés à 500 millions d'euros

Effectifs maintenus

100 recrutements d'ICPE en 2024, il y a 14000 dossiers en cours d'instruction (délais d'instruction de 2,5 ans)

Travaux lancés sur amélioration des quasi-statuts des contractuels des agences de l'eau et des établissements publics de l'environnement

Intervention de Mme LETARD, Ministre du Logement et de la Rénovation urbaine

Orientations qu'elle souhaite porter au sein du ministère

Logement = priorité, ministère de plein exercice, logement premier pilier ciblé par le 1^{er} ministre. Budget élaboré dans cadre très contraint mais doit permettre de continuer à agir sur tous les segments, de l'hébergement à l'accès à la propriété en passant par la rénovation énergétique

PLF doit permettre maintien des capacités d'accueil du parc d'hébergement d'urgence (2003 places)

Depuis 2018, 600 000 personnes SDF relogées grâce à ce plan, 29 millions d'euros supplémentaires seront alloués en 2025 pour tenir l'objectif de création de 30000 places d'intermédiation locative et 10000 places de pensions de familles sur 2023-2027

Parc social : difficultés des bailleurs proviennent de l'impact de la hausse du taux livret A sur les cours d'emprunt

Validation report crédits pour rénovation logements sociaux, mais réflexions en cours pour continuer à soutenir ce modèle financier logements sociaux

Engagement obtenu de ne pas indexer la réduction de loyer de solidarité

Locataires modestes continueront de percevoir APL

Accompagner les ménages à accéder à la propriété. Nombre propriétaires stagne alors que plus des 3/4 des français souhaitent devenir propriétaires → élargissement à tout le territoire du prêt taux 0 afin de soutenir le secteur de la construction et la primo-accession

Projet de loi pour réguler la location de meublés touristiques

Subvention de l'État inscrite dans le PLF permettra de maintenir le budget de l'ANAH au même niveau que 2024

Maintien d'une dynamique forte de rénovation énergétique

Souhaite accompagner et impulser des réflexions sur l'aménagement des territoires en lien avec les collectivités

Éléments défendus par les autres OS et réponse des Ministres et de l'administration sur les différents sujets présentés dans la plaquette PLF 2025

Sur les effectifs, changements de périmètres ne permettent pas de suivi des effectifs sur long terme. - 41 ETP cette année pour le pôle ministériel

SGP : contribue à baisse des effectifs sur opérateurs. Demande de FO que ces effectifs correspondants (1000 ETP) puissent réalimenter les établissements qui ont permis d'alimenter SGP à son démarrage.

Crédits de fonctionnement : budget ne concerne que AC du ministère alors que 90 % des actions des agents du pôle sont portées soit par les budgets propres aux EP soit pour les services déconcentrés par le budget BOP 354 à la main du MIOM !!

Cessation de paiement pour beaucoup de services : interdiction de participer à des formations, frais de déplacement en baisse, dans certains endroits plus de crédits pour payer le chauffage cet hiver donc télétravail forcé

Enveloppe : investissements aménagement locaux administration centrale, FO attentif à l'aménagement

Action sociale : prend acte maintien de l'enveloppe mais c'est tenud pour restauration collective, arbre de Noël et CGCV.

Formation professionnelle : maintien des enveloppes mais baisse budget CMVRH

Mesures salariales : Évolution des mesures catégorielles entre 2024 et 2025 = -75 %

75 % de ce qui reste sera au profit du top management et les militaires

PSC facteur de souffrance et colère sur les agents : absence de visibilité de prévoyance, mutuelle plus chère pour les agents ayant une famille.

20 % des effectifs en moins sur les 10 dernières années

Parcs nationaux n'ont plus de fond pour entretien des parcs.

Pas de présentation de la partie ATE allouée à nos ministères.

Abandon de la GIPA

Réponses aux différentes DL

Remise d'un QCM par FO, remise des courbes des effectifs par FSU

Si pas d'engagement personnel, les ministres ne seraient pas là

Mme VAUTRIN passe du temps avec les élus pour trouver des solutions.

Sur DGAC, erreur matérielle, version PLF est la bonne

Budget affaires maritimes : -30 % en AE et -16 % en CP par rapport à LFI 2024 → lié à la baisse d'aide à la pêche et au non achat d'un navire (25 millions consacrés à cet achat qui finalement ne sera pas nécessaire aux fins des dispositifs d'intervention)

Catégoriel → plan de requalification des catégories C en B et des catégories B en A figuraient à l'agenda ministériel

Plan de requalification des PETPE attend signature et publication du décret sera financé, enveloppe de 60000€ prévue en 2025

Plan de requalification → report en 2026 compte tenu du contexte budgétaire

Statut des OPA : Amélioration des conditions d'emploi et de carrière des OPA dans le contexte de mise en extinction de leur statut est inscrit à l'agenda social depuis de nombreuses années, statut re toiletté il y a quelques temps.

Texte pour l'efficacité de la fonction publique n'est pas arrivé à son terme de discussions avant la dissolution, prévoyait un dispositif de fonctionnarisation des OPA, cela fait partie des sujets qui seront discutés avec ministre KASBARIAN qui va reprendre ce sujet

Pouvoir achat des agents : 2024 année importante en termes de revalorisation des rémunérations des agents du pôle (26,5 millions d'euros en 2024).

Pour 2025, seules les mesures engagées en 2024 sont reprises, pour un montant de 17 millions d'euros dont 14 millions consacrés à la mise en œuvre de la PSC.

PSC : mettre en place un système de réponses aux questions qui se posent

DIR : souhaite que chantier DIR soit un chantier prioritaire

Fond vert : chiffres consommés en 2023 1,7 milliard d'euros, 1 milliard prévu sur exercice 2025. Quid du consommé ? Pour ce qui est des activités municipales, les élus arrivent en « fin de mandat ». Il y a des chantiers qui vont continuer mais difficile en fin de mandat d'initier de nouveaux chantiers.

Ma Prim'Renov : Priorité = logements sociaux. Moins de crédits qu'en 2024 mais cela est dû au fait de l'insuffisance de « consommé » en 2024.

Périmètre ministère transition écologique : première fois que ce ministère dispose d'administrations de Bercy (DG du Trésor, Agences des participations de l'État, DG des entreprises) C'est important car devrait permettre d'aligner les positions de Bercy et de la Transition Écologique.

DR des entreprises,

Logement et rénovation urbaine

Pôle éclaté mais 3 ministres de plein exercice qui vont échanger régulièrement entre elles. A bien entendu la nécessité de stabilité des règles ; les modifications conduisent en des pertes de capacité à évoluer.

*** FIN ***